

- ÉDITO 1
- ACTION 2
- L'INVITÉ 3
- BRÈVES 4

newsLETTER

LETTRE D'INFORMATION N°8 | OCTOBRE 2013



ÉDITO

Le FOMIN et la microfinance dans les Caraïbes

Grâce à son travail depuis 1993, le Fonds multilatéral d'investissement (FOMIN - Groupe Banque interaméricaine de développement) participe activement à la création et à la consolidation d'un secteur de la microfinance compétitif dans la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) en insistant sur les méthodologies d'octroi de crédit, la transformation de petites structures informelles en institutions financières formelles, et l'utilisation de technologies innovantes. Des campagnes pluridisciplinaires ont permis de sensibiliser les différentes parties-prenantes, qu'elles soient publiques ou privées, à l'importance et à l'efficacité de la microfinance comme outil de développement. Prêts, prises de participation, assistance technique ou investissements dans des fonds spécialisés en microfinance : plus de 210 millions EUR ont ainsi été engagés par le FOMIN pour des projets de microfinance, qui a par ailleurs soutenu environ 190 institutions de microfinance de la région (une enquête du FOMIN a comptabilisé 1 000 intermédiaires financiers proposant des services de microfinance dans la région ALC).

C'est dans ce cadre qu'en 2008, le FOMIN s'est associé à la Commission européenne (CE) et à la Banque de développement des Caraïbes (BDC) pour lancer le « Caribbean Microfinance Capacity-Building Project » (Carib-Cap), un programme régional de 2,4 millions EUR ayant pour objectif de développer et renforcer le secteur de la microfinance dans la Caraïbe anglophone. Cette collaboration pour soutenir la microfinance sur une base régionale était la première du genre entre la CE et le FOMIN.

Dans sa première phase, Carib-Cap a soutenu 18 institutions et a contribué à augmenter leur clientèle totale, passant ainsi de 7 434 à 8 640 clients, tout en réduisant leur portefeuille à risque à 30 jours de 27% à 13,7%. Le projet a également lancé le « Caribbean Microfinance Alliance » (CMFA), seul réseau de microfinance de la région à ce jour.

Ce solide partenariat entre le FOMIN, la CE et la BDC se poursuit pour la deuxième phase de Carib-Cap. Ce projet de 2,16 millions EUR permet la formation d'IMF et le développement de produits, l'éducation financière des clients et un soutien aux 23 membres du CMFA. En partenariat avec la Citi Foundation, le projet a lancé les « Citi Microentrepreneurship Awards » pour les Caraïbes, qui récompense l'excellence en microentreprise et en microfinance.

La microfinance caribéenne a des perspectives de croissance importante, notamment par l'extension à de nouveaux segments de marchés. Par ailleurs, il reste encore beaucoup à faire pour que le secteur acquière les bonnes pratiques internationales. Le FOMIN se réjouit de poursuivre son soutien à la microfinance dans le Caraïbes, avec des partenaires clés tels que la Commission européenne.

Tomas C. Miller
Chef d'unité, Accès à la finance
Fonds multilatéral d'investissement

ACP/EU MICROFINANCE

Un programme financé par
l'Union Européenne
et géré par
le Secrétariat ACP



Microfinance et petits exploitants agricoles



L'approche intégrée de Concern Universal au Ghana

Les zones rurales sont particulièrement difficiles à pourvoir en services financiers. Elles sont souvent reculées, ont de faibles densités de population, manquent d'infrastructure et de systèmes de télécommunication, et leur économie repose sur des activités saisonnières sujettes aux risques climatiques.

ACP/EU MICROFINANCE soutient plusieurs institutions de microfinance (IMF) rurales et projets d'agrifinance. Afin de mieux comprendre les facteurs d'impact réels de ces projets, le Programme a lancé une étude s'intéressant à la microfinance comme soutien aux activités des petits exploitants ruraux. Cette étude est basée sur plusieurs actions financées par ACP/EU MICROFINANCE ayant une composante d'agrifinance.

Au Ghana, par exemple, Concern Universal (CU) met actuellement en œuvre un projet de soutien aux petits producteurs de maïs, par le biais d'une approche intégrée où l'ONG encourage le développement de groupes d'épargne et les relie aux marchés et aux banques. CU est au centre du dispositif et apporte son assistance technique à tous les acteurs du système: l'IMF (Opportunity International), les clients (groupes d'agriculteurs), les fournisseurs d'intrants et les acheteurs.

La synergie entre ces acteurs et les autres parties-prenantes est très importante. Le ministère de l'Alimentation et l'Agriculture, avec l'appui du projet (carburant + formation) peut diffuser les bonnes pratiques en matière de culture du maïs, qui conduisent à une augmentation moyenne de 150% du rendement de la production, passant de 4 à 10 sacs par acre. Les petits agriculteurs ont un accès accru et plus fiable aux intrants et en particulier aux engrais, grâce au crédit d'Opportunity International (remboursable sur 8 mois, à un taux de 23% par an), ainsi qu'un accès garanti au marché à travers un repreneur qui achète 60% de leur production totale à un prix supérieur de 20% à celui du marché. L'acheteur paye directement la banque (plutôt que l'agriculteur), ce qui facilite le recouvrement des prêts et améliore encore la bancabilité des agriculteurs. Le petit exploitant conserve 40% de sa production pour vente directe, consommation ou épargne.

L'étude de ces initiatives confirme qu'il est capital de lier la microfinance et les petits agriculteurs à des organisations apportant une assistance technique. Sans assistance technique, ou si elle est mal conçue, des problèmes finiront par surgir et les crédits seront moins bien remboursés. Ce qui posera un problème à l'IMF, mais encore plus aux agriculteurs: l'impact des défauts de paiement dans les zones rurales est énorme, car la taille moyenne des prêts dépend des flux de trésorerie des clients, et les clients sont pauvres.

Ainsi, un projet bien conçu et bien géré peut être bénéfique à tous ceux qui y participent, et la microfinance est un élément clé de l'infrastructure nécessaire au développement de l'activité des petits exploitants agricoles.

[Retrouvez cet article en intégralité dans la newsletter Automne 2013 de l'E-Mfp](#)

Fidji

INSTITUTIONS RÉGLEMENTÉES

- 4 banques commerciales (réglementées)
- 4 IMF et 425 coopératives (non-réglementées)

PORTÉE

- Population : 837 271 habitants
- 40 millions FJD (16 millions EUR) de dépôts dans les banques ; 6,9 millions FJD (2,8 millions EUR) d'encours de prêt (mars 2013)

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Politique de supervision bancaire (PSB) 14 : obligation pour les banques commerciales de créer des unités microfinance dans chacune de leurs agences
- PSB 18 : fournit des lignes directrices aux agents bancaires délégués

DÉFIS PRINCIPAUX

- Manque de données sectorielles
- Peu de produits pour les pauvres
- Accessibilité des infrastructures financières en zone rurale
- Faible densité de population
- Cadre réglementaire désuet et faible pour les IMF.

Sources : Reserve Bank of Fiji (RBF), Fiji Bureau of Statistics (FBOS)

EN UN CHIFFRE

450

La Commission européenne est l'un des plus importants bailleurs de l'inclusion financière.

Fin 2012, le montant total des projets en cours pour le financement de micro et petites entreprises s'élevait à 450 millions EUR.

L'INVITÉ

Yves Lamine Ciss, Directeur général de la COOPEC-RESOPP

Yves Lamine Ciss participe au développement des coopératives rurales au Sénégal depuis 1994. Il a appuyé la mise en place du RESOPP (Réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal) et a beaucoup travaillé pour préparer la création de sa coopérative d'épargne et de crédit en 2008. Il en est depuis le Directeur général.

Quels sont les liens entre le RESOPP et la COOPEC-RESOPP ?

Y.L.C - Créé en 2002, le Réseau des Organisations paysannes et pastorales du Sénégal (RESOPP) est une union de coopératives rurales dont les membres pratiquent principalement l'agriculture et l'élevage ainsi que les activités de transformation et de commercialisation qui y sont liées.

La Coopérative d'épargne et de crédit du RESOPP (la COOPEC-RESOPP) est une entité plus jeune, créée pour contribuer au développement économique et social des membres des coopératives du RESOPP. En fait, la mutuelle a été créée à partir des fonds de crédit qui étaient logés dans les 5 coopératives rurales, en réaction à une loi leur retirant la possibilité de mener des activités d'intermédiation financière. La COOPEC-RESOPP a donc pour mission de contribuer au développement économique et social des membres des coopératives du RESOPP, par la mise à disposition de services financiers et non financiers performants et adaptés. Elle couvre 25 communautés rurales, regroupées sur 6 agences, et chaque agence dispose de points de services dans les communautés rurales environnantes.

Quelle est la particularité de la COOPEC-RESOPP ?

Elle réside dans le fait que la COOPEC-RESOPP est fortement ancrée dans un mouvement associatif de producteurs. Ses membres ont non seulement la possibilité d'accéder aux services financiers qu'offrent tous les SFD (Systèmes financiers décentralisés), mais peuvent aussi obtenir dans la même enceinte les services des coopératives rurales : approvisionnement des intrants et équipements agricoles, commercialisation des produits de la récolte.

Quand un membre veut accéder à des

intrants ou des équipements agricoles à crédit, il en fait la demande à la COOPEC-RESOPP. Quand sa demande est acceptée, la mutuelle lui remet un bon, qui lui permet de retirer les marchandises au magasin de la coopérative.

En tant que Directeur général, quelles sont vos principales sources de fierté ?

Je suis d'abord fier de travailler pour une institution qui contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales sénégalaises. Avec les services des coopératives, ces populations sont en train d'améliorer leur productivité. De 500 kg de production à l'ha, elles produisent 2 tonnes à l'ha. Mais les risques liés au climat, aux attaques des cultures, à la mortalité des animaux, demeurent.

D'un point de vue plus opérationnel, le processus d'informatisation vient d'être bouclé. Un logiciel nous permet de générer tous les rapports pour l'institution elle-même, la tutelle et les partenaires. Nous avons à tout moment une image fidèle de l'Institution qui permet de prendre les décisions qui s'imposent.

Quelles sont les ambitions de la COOPEC-RESOPP ?

Nous sommes aujourd'hui classés parmi les SFD moyens*. Notre objectif est d'être parmi les premiers dans les années à venir. Nous souhaitons faire de la COOPEC-RESOPP une mutuelle de référence et un « bijou » pour le monde rural sénégalais. A plus ou moins long terme, cela passera par une plus forte attractivité des agences et points de vente, la mise à disposition d'un véhicule pour chaque agence, une informatisation plus poussée, davantage de formations et le développement continu de nouveaux produits adaptés aux besoins de ses membres.



Copyright: Mathieu Lawson

FOCUS

FinRur Sénégal

ACP/EU MICROFINANCE cofinance le projet FinRur Sénégal de COOPEC-RESOPP depuis août 2012.

L'objectif du projet est de permettre à la mutuelle d'améliorer son offre de services en milieu rural et d'assurer sa viabilité financière.

Grâce au soutien d'ACP/EU MICROFINANCE, FinRur devrait avoir un impact sur le taux de pénétration, la gouvernance, la viabilité organisationnelle et financière, et la réputation de la COOPEC-RESOPP dans le monde des mutuelles sénégalaises.

Le projet ambitionne de toucher directement 40 000 hommes et femmes membres de la COOPEC-RESOPP.

* selon le rapport du Secteur de la Microfinance de la Direction de la Microfinance

BRÈVES

Les prix Citi de la Microentreprise dans les Caraïbes

Les 'Citi Microentrepreneurship Awards' récompensent des institutions de microfinance et des microentrepreneurs exemplaires des Caraïbes. Cette année, trois prix seront décernés : le prix de la transparence (5 000 USD), le prix du produit innovant (5 000 USD) et le prix du meilleur microentrepreneur au Suriname (3 000 USD). Les gagnants recevront également une plaque et un petit film de présentation de leur IMF ou de leur activité et participeront à la cérémonie de remise des prix, le 31 octobre au Courtleigh Hotel & Suites, à Kingston en Jamaïque.

Les 'Citi Microentrepreneurship Awards' sont financés par la Citi Foundation et organisés par le Caribbean Microfinance Alliance (CMFA), réseau professionnel créé et soutenu par Carib-Cap.

4^{ème} Semaine de la Microfinance dans le Pacifique, du 22 au 25 Octobre, Fidji

Le 22 octobre, dans le cadre de la Semaine de la microfinance dans le Pacifique, Emmanuel Moyart, Coordinateur d'ACP/EU MICROFINANCE, modérera un panel sur «Les indicateurs de l'inclusion financière et la mesure de l'impact». Le panel réunira trois experts de la collecte de données et de son analyse : Bill Ford, Directeur Market Intelligence, The Microfinance Information Exchange Inc; Lanna Lome-Ileremia, Responsable du développement des systèmes financiers, Banque centrale de Samoa; Muhammad Awais, Spécialiste en performance sociale, Good Return.

Cliquez [ici](#) pour plus d'informations sur l'événement.

Programme de formation en microfinance Boulder



L'édition 2013 de la célèbre formation en microfinance Boulder a eu lieu à Turin, sur le campus de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), du 15 juillet au 2 août.

21 décideurs de politiques de microfinance issus de pays ACP ont reçu une bourse du programme

ACP/EU MICROFINANCE, grâce au partenariat entre le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT). Sur ces 21 boursiers, 4 venaient du Pacifique et 17 d'Afrique Sub-Saharienne.

ACP/EU MICROFINANCE est un programme du Secrétariat ACP financé par l'Union européenne à travers le 10^{ème} FED et mis en œuvre par l'Unité de Gestion du Programme géré par DAI Europe, en consortium avec ATC Consultants et Triple Jump.

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les vues exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne, ni celle du Secrétariat ACP.

Pour tous commentaires, abonnement ou désabonnement : info@euacpmicrofinance.org.



Le Secrétariat ACP est responsable de la gestion administrative des 80 pays du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Le Secrétariat ACP gère le programme ACP/EU MICROFINANCE.



La Commission Européenne (CE) est l'organe exécutif de l'Union Européenne. Son principal outil de financement de l'aide au développement dans les pays ACP est le Fond Européen de Développement (FED).

ACP/EU MICROFINANCE est financé par le 10^{ème} FED.

UNITÉ DE GESTION DE PROJET D'ACP/EU MICROFINANCE

Rue de la Presse, 4
Bruxelles 1000 - Belgique
t. +32 2 227 27 15 - f. +32 2 218 31 41
info@euacpmicrofinance.org
www.euacpmicrofinance.org

PARTENAIRES D'ACP/EU MICROFINANCE

- CGAP Efficacité et transparence des marchés locaux
- PNUD FENU PFIP dans le Pacifique
- BID Carib-Cap dans les Caraïbes
- KfW Assistance technique de REGMI-FA, Afrique Sub-Saharienne
- CIF OIT Programmes de formation Boulder et Assurer la Fonctionnement de la Microfinance (AFM)